RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE
Première Circonscription (Vesoul-Gray)

Elections Législatives du 23 Juin 1968

Electrices, Electeurs,

Pendant dix ans le régime gaulliste n'a pas voulu prendre au sérieux le peuple de France. Il a systématiquement ignoré, voire méprisé, les représentants que les Français se sont donnés et par lesquels ils s'expriment : parlementaires, élus locaux, responsables professionnels et syndicaux. Il a de plus en plus soumis l'information, et notamment l'O.R.T.F., à la propagande la plus insidieuse et donc la plus efficace, pour endormir l'opinion publique. Il a refusé de porter remède aux graves injustices dont souffrent encore de trop nombreux travailleurs, quant à l'impôt et quant au pouvoir d'achat. Il a saboté ou repoussé le dialogue avec les organisations qui défendent les droits des salariés, des agriculteurs, des artisans et des petits commerçants. Il a abandonné au désespoir et à la misère des milliers de personnes âgées, d'infirmes, de chômeurs, de jeunes sans emploi et de paysans sans terre.

Ebranlé par la révolte des étudiants et co ntraint par la détermination populaire, le gouvernement de M. Pompidou a reculé sur toute la li gne :

— il a renvoyé l'Assemblée Nationale de vant les électeurs, comme les forces de gauche le réclamaient,

— il a renoncé, au moins pour le moment, à son référendum-plébiscite que l'opposition républicaine combattait,

— il paraît avoir admis le bien-fondé de revendications légitimes auxquelles il est resté sourd durant de longues années.

Ce gouvernement, une nouvelle fois remanié sans que sa politique en soit modifiée véritablement, s'accroche à un pouvoir qui lui échappe. Il est incapable de résoudre la crise qu'il a provoquée, parce qu'il ne peut accepter les réformes de structures qui s'imposent. Il en est réduit à agiter la menace du désordre, dont il est le premier responsable, pour tenter de se maintenir en place quelques mois, voire quelques semaines. Et après, que se passera-t-il ?

Le Général de Gaulle, dans un entretien radio-télévisé qui était un discours électoral de chef de parti plus qu'une allocution sereine de chef d'Etat, a fait des promesses vagues, a annoncé qu'il abandonnait le capitalisme sur lequel il continue cependant de s'appuyer, a demandé un délai supplémentaire de dix ans pour régler les problèmes du monde agricole et a exigé une nouvelle Assemblée qui lui soit largement inconditionnelle. Les Français sont las de paroles. Ils jugent sur pièces. Ils savent que ce pouvoir solitaire et personnel ne peut tolérer la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques. Ils savent que les avantages qui viennent de leur être provisoirement accordés sont déjà réduits par des hausse de prix et le chômage croissant. Ils savent que les ordonnances contre la Sécurité Sociale n'ont pas été rapportées et que les libertés syndicales ne seront pas restaurées. Ils savent surtout que cela dure depuis 1958 et que leur patience est à bout.

Il faut que ça change ! Les Français veulent, maintenant encore plus que jamais, des députés qui soient épris de justice et de démocratie, qui restent au contact des réalités quotidiennes et des difficultés de la vie, qui mettent leur énergie et leur compétence au service du progrès pour tous, et qui associent les hommes et les femmes qu'ils représentent, à l'élaboration du destin commun.

Citoyennes, Citoyens,

Si nous abandonnons notre sort aux chefs politiques qui nous ont amenés à la grave situation actuelle, la République est en danger. L'Etat, c'est chacun de nous qui en est l'origine. Nous ne sommes pas des enfants à qui l'on tait la vérité sur les ondes, dans la presse ou à la télévision, parce que nous ne pourrions pas le supporter. Manifestons clairement le 23 juin que nous sommes libres et majeurs, et que l'on ne nous fait pas voter par la peur ou par la menace. Le bulletin que nous placerons tous dans l'urne nous engagera. Nous ne pouvons pas négliger ce geste. Notre avenir, collectif et personnel, en dépend.

Candidat :

Gabriel BERGOUGNOUX

34 ans. Licencié ès-lettres.
Diplômé d'Etudes Supérieures de Philosophie.
Secrétaire parlementaire à l'Assemblée Nationale.
Membre du Bureau National
de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste
Secrétaire Général Adjoint
de la Convention des Institutions Républicaines.

Suppléant :

Henri CALLOT

Né le 1er mars 1909 à Vitrey-sur-Mance.
Diplômé du Centre d'Etudes Agricoles
de l'Université de Besançon.
Professeur honoraire de C.E.G.
(Gray, Champlitte, Aillevillers, Marnay, Lure).
Combattant 39-45. Prisonnier de Guerre.
Maire de Mont-le-Frânois.
Conseiller Général de Champlitte.

Vu : Les Candidats

IMP. VÉSULIENNE - VESOUL